

# Dossier *Nouveaux fronts* de la CSI COP 23 sur la justice climatique Édition spéciale

Novembre 2017



## Demandes prioritaires des syndicats à la COP 23



1

Rehausser le niveau d'ambition et exploiter le potentiel d'emplois dans le contexte de l'action pour le climat

La COP 23 doit présenter des initiatives concrètes de réduction d'émissions de carbone avant 2020. Les gouvernements doivent prendre davantage d'engagements nationaux dans le cadre du « *Dialogue de facilitation* » de 2018, qui définira les bases des cycles de révision de cinq ans. La science et l'équité doivent être les principes directeurs de cet exercice.

2

Tenir les promesses sur le financement du climat et soutenir les personnes les plus vulnérables

La COP 23 doit indiquer avec certitude comment les engagements de financement pour le climat seront tenus. Les engagements actuels portant sur 100 milliards USD annuels d'ici à 2020 devraient servir de point de départ au financement réalisé après 2020.

3

S'engager à garantir une transition juste pour les travailleurs et leurs communautés

L'Accord de Paris a pris une première mesure à l'égard d'une transition juste pour les travailleurs vers une économie zéro carbone. La COP 23 doit consolider cet accord en veillant à ce que les parties adoptent des mesures de transition juste dans leurs Contributions prévues déterminées au niveau national, et recommande de travailler sur cette question à l'avenir.

# Sommaire

---

Avant-propos ..... 3

1. Mouvement syndical international et changement climatique ..... 5

2. Une transition juste pour tous les travailleurs et leurs communautés ..... 6

3. Renforcer la gouvernance climatique ..... 14

4. Honorer l’engagement en faveur de la transition juste ..... 15

Ce rapport a été réalisé avec le soutien financier de la fondation Friedrich-Ebert.

# Avant-propos:

## Une planète vivante offre de bons emplois

En matière d'action déterminée, efficace et juste sur le changement climatique, le mouvement syndical est exemplaire. Nous avons largement soutenu l'Accord de Paris sur le climat, considérant qu'il constitue la base d'une action mondiale, et nous cherchons inlassablement à améliorer notre ambition sur le terrain. Le niveau actuel d'émissions de gaz à effet de serre conduit l'humanité à sa perte. Les syndicats ont un rôle vital à jouer pour aider le monde à changer de cap.

Tandis que certains affirment encore que l'action sur le changement climatique porte préjudice aux emplois, le mouvement syndical international apporte une réponse responsable et résolument tournée vers l'avenir: une planète vivante offre de bons emplois. Nous devons veiller à la transition juste vers une économie à faible intensité de carbone pour tous les travailleurs et les communautés qui vivent dans une situation de statu quo intenable, de même que nous devons garantir le travail décent et des salaires équitables pour les nouveaux emplois. Cette transition va nécessiter des projets de développement nationaux et

**Les citoyens et les citoyennes sont plus ambitieux que leur gouvernement en ce qui concerne l'action sur le climat. Deux tiers d'entre eux veulent que leur gouvernement promeuve une transition juste vers un avenir zéro carbone. Sondage d'opinion mondial de la CSI 2017**

des stratégies industrielles et commerciales qui devront tous être mis au point avec les travailleurs, les employeurs et d'autres acteurs. Il s'agit également d'améliorer la protection sociale et les politiques de marché du travail qui accompagneront les travailleurs dans les nouveaux emplois.

Alors que l'impact du changement climatique frappe le plus durement les personnes les plus vulnérables de la planète,



**L' Accord de Paris, de même que les Objectifs de développement durable, ouvrent la voie à un monde zéro pauvreté, zéro carbone. Prenons ce chemin ensemble.**

nous devons augmenter le financement pour le climat au niveau de l'assistance, de l'adaptation et des régimes de protection sociale. Les îles Fidji, qui assurent la présidence de la COP 23, attirent notre attention sur l'incidence du changement climatique actuel.

Le secteur public et les citoyens eux-mêmes jouent un rôle indispensable pour agir sur le climat mais ils ne sont pas obligés d'agir seuls. En effet, en tant qu'investisseurs, les syndicats font appel à toutes les caisses de retraite pour demander aux entreprises dans lesquelles elles investissent de présenter des projets en adéquation avec l'Accord de Paris pour une transition juste, notamment la protection de l'emploi et, lorsque nécessaire, des mesures de recyclage et de reconversion<sup>1</sup>.

En 2015, les dirigeants des gouvernements ont signé l'Accord de Paris, qui réglementera l'action internationale sur le climat à partir de 2020. Les syndicats saluent chaque pas dans la direction de la gouvernance mondiale, en faveur des droits, de la justice et de la solidarité à l'égard d'une action efficace pour le climat. Cependant, nous savons que l'objectif à long terme des gouvernements, qui consiste à rester nettement en dessous d'une hausse moyenne de 2 degrés Celsius (c'est-à-dire 1,5°C), requiert

des changements phénoménaux de notre mode de production et de consommation, ce qui ne sera possible qu'en fixant des objectifs nationaux plus ambitieux en matière de réduction des émissions de carbone avant 2018, en particulier dans les pays développés.

Une ambition accrue est nécessaire pour susciter des investissements durables qui offrent des emplois décents et sûrs – ce qui est d'autant plus important que la moitié des travailleurs de la planète sont sans emploi ou en situation d'emploi vulnérable.

Les gouvernements et les employeurs doivent discuter avec les travailleurs et leurs syndicats pour s'engager à protéger notre avenir en adoptant une stratégie de transition juste. L'intégration de la transition juste dans l'Accord de Paris constitue une première étape importante.

Malheureusement, certaines entreprises refusent de diversifier leur base énergétique et, pire encore, s'efforcent d'effrayer les travailleurs en exploitant délibérément la désinformation sur la nécessité de sortir de l'immobilisme. Mais l'alarmisme ne fera qu'accroître les coûts de l'action et rendra plus difficile la mise en place d'une transition juste.

**Sharan Burrow, secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale**

**Quatre-vingt-cinq pour cent des personnes interrogées pensent que le monde serait un endroit où l'on vivrait mieux si les gouvernements agissaient davantage sur le changement climatique. Sondage d'opinion mondial de la CSI 2017**

## Étude de cas

# Fidji: la hausse du niveau des océans engendre une hausse du chômage

Les tendances actuelles des émissions, qui nous augmentent très certainement les températures de plus de 2 °C, auront des effets catastrophiques dans de nombreux pays. Les zones côtières seront constamment inondées, notamment dans les petits états insulaires du Pacifique où les travailleurs risquent déjà de perdre leur foyer et devoir déménager.

«Nos îles rétrécissent, notre population doit déménager et abandonner ses terres, sa culture et ses logements. Des Fidjiens qui vivaient de l'agriculture emménagent en ville et viennent grossir les rangs des chômeurs.

Nous ne pouvons pas faire grande chose pour empêcher les émissions à l'origine du problème et pourtant, nous sommes les premiers à en subir les conséquences. Nous voulons garder nos terres et nos maisons, nos emplois et nos droits, nos familles et notre culture.» Agni Deo, Fidji

Photo: 350.org





# 1. Mouvement syndical international et changement climatique: calendrier de l'action à mener

Depuis longtemps, les travailleurs et leurs syndicats agissent pour la justice climatique ; des étapes marquantes jalonnent le soutien du mouvement syndical international en faveur de l'action pour le climat :

2006

**Assemblée sur le travail et l'environnement (2006)** : Première déclaration du mouvement syndical international qui s'engage à lutter contre le changement climatique<sup>2</sup>.

2006

**Congrès fondateur de la CSI (Vienne, 2006)**<sup>3</sup>: Reconnaît dans ses Statuts l'importance de l'action des syndicats pour la protection de l'environnement.

2010

**2<sup>e</sup> Congrès mondial de la CSI (Vancouver, 2010)** : Définit de manière plus approfondie les politiques du mouvement syndical et consacre une résolution entière au changement climatique, réaffirmant la volonté de transformer nos sociétés pour nous permettre de rester en deçà d'une augmentation de 2°C de la température mondiale. Le Congrès reconnaît que les pays développés doivent jouer un rôle moteur dans la réduction des émissions de carbone selon leur capacité et leur responsabilité, et qu'il est fondamental d'établir un lien entre l'action sur le climat, les emplois et le travail décent, et l'appel à une transition juste<sup>4</sup>.

2012

**2<sup>e</sup> Assemblée sur le travail et l'environnement (2012)**<sup>5</sup>: Lecture indispensable pour toute personne qui s'intéresse aux liens entre les syndicats, le climat et l'environnement. En s'appuyant sur les décisions précédentes, l'Assemblée a détaillé les engagements des syndicats dans le programme sur le climat: solliciter les employeurs et les gouvernements, faire des lieux de travail un élément essentiel de la transformation sociétale, établir un lien entre l'action sur le climat et les nouveaux droits, travailler en collaboration avec d'autres mouvements pour favoriser le changement.

2009 | 2015

**Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC)**: Procé-  
sus fondamental pour structurer la participation des syndicats à la lutte contre le changement

climatique et pour encourager la communauté des dirigeants syndicaux à agir en faveur du climat et de la justice pour les travailleurs. Les syndicalistes qui participaient aux conférences des Nations Unies sur le climat étaient très peu nombreux dans les années 1990, mais la présence des syndicats a pris de l'ampleur et 400 dirigeants syndicaux de toute la planète ont assisté aux principaux sommets de la COP 15 à Copenhague en 2009 et de la COP 21 à Paris en 2015. Concernant la CCNUCC, les syndicats ont élaboré une stratégie consistant à se faire entendre pour soutenir la réduction des émissions de carbone et pour aider les pays en développement à lutter contre le changement climatique, y compris financièrement. Nous avons également exhorté les gouvernements à reconnaître le lien solide qui existe entre la justice sociale, l'emploi et le changement climatique et, plus important encore, à s'engager à garantir une transition juste pour les travailleurs qui subissent les effets de la transition vers une économie zéro carbone. L'Accord de Paris a fait un pas historique dans cette direction.

2015

**#Unions4Climate 2015 (Les syndicats pour le climat)**: Les actions syndicales organisées à travers le monde sont de plus en plus nombreuses et affichent davantage d'ambition. #Unions4Climate réunit les actions sous une même bannière et indique les engagements pris par tous les syndicats.

2017

**Campagne Nouveaux fronts sur la justice climatique en 2017 et après** : En 2018, la CSI va lancer la campagne « *Le droit de savoir des travailleurs* » pour renforcer le militantisme des membres syndicaux, en privilégiant la syndicalisation sur le lieu de travail afin de garantir que les syndicats fassent leur part pour éviter une hausse des températures mondiales de plus de 2°C au-dessus des niveaux préindustriels. L'Académie d'organisation mondiale de la CSI a mis au point un programme spécifique de syndicalisation, et nous encouragerons la création de comités de l'environnement sur le lieu de travail en s'inspirant du modèle des comités conjoints de santé et de sécurité au travail.

## 2. Une transition juste pour tous les travailleurs et leurs communautés

Les syndicats ont un rôle primordial à jouer pour:

- protéger les emplois et améliorer la qualité du travail en exigeant une transformation industrielle durable ;
- organiser les travailleurs dans des emplois nouveaux générés par des politiques et des investissements favorables à l'environnement ;
- obtenir des mesures de transition juste soucieuses de n'exclure personne.
- La science nous dit ce qui est nécessaire

Les industries d'aujourd'hui sont les fondations des industries de demain. Les 15 prochaines années seront décisives. Les opportunités d'emploi sont importantes. Les difficultés aussi.

Pour avoir une chance de rester en dessous de la limite des 2°C, et d'atteindre l'objectif internationalement approuvé de 1,5°C, il faudrait réduire les émissions de carbone à zéro le plus vite possible, au plus tard entre 2055 et 2070.

Des pans entiers de l'économie doivent modifier leur empreinte carbone pour parvenir à cet objectif. Tous les emplois doivent devenir compatibles avec les exigences climatiques.

### Qu'implique une hausse de 2 °C?

La fonte des glaciers mettra en péril des villes andines et 90 % des glaciers andins seront perdus.

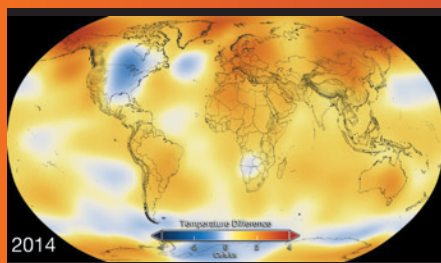
Les écosystèmes coralliens seront réduits de 10 % par rapport aux niveaux de l'ère préindustrielle et une hausse de 1,5 à 2 °C pourrait diminuer les rendements agricoles de près de 30 % au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Le pire est qu'une hausse de 2 °C, aussi catastrophique puisse elle être, n'est pas le scénario actuellement envisagé par les politiques. À moins de la mise en place de mesures ambitieuses, les tendances actuelles nous mèneront à une hausse moyenne de 4 °C, voire plus, d'ici 2100.

## À la croisée de chemins — Risques mondiaux

Il est pratiquement garanti que l'année 2015 sera la plus chaude jamais enregistrée

Photo: NASA



Selon deux agences américaines, la NOAA et la NASA, 2014 a été l'année la plus chaude depuis 134 ans. Pendant presque 30 ans — 358 mois consécutifs —, les températures mondiales combinées des océans et des terres ont été supérieures aux moyennes.<sup>5</sup>

Le climat est à l'origine de problème de santé dont les coûts se monteraient à 14 milliards USD

Photo: Shutterstock



Aux États-Unis, on estime à 14 milliards USD les frais de santé liés à six événements dus au changement climatique ces dix dernières années: ils ont en effet donné lieu à 21.000 visites aux urgences, ont causé environ 1.700 décès et sont à l'origine de 9.000 hospitalisations.<sup>6</sup>

Recettes d'exportation

Photo: Oxfam



D'ici 2080, entre 65 et 100 % des terres actuellement cultivées pour la production de café ne pourront plus être exploitées. Rien qu'en Ouganda, les exportations de café représentent près de 30 % des recettes en devises<sup>7</sup>. D'ici 2050, 3 % des terres africaines seront impropres à la culture du maïs.<sup>8</sup>

## Centre pour une transition juste

La CSI a créé un Centre pour une transition juste, qui rassemble et soutient les syndicats, les entreprises, les communautés locales et les investisseurs dans l'objectif de favoriser le dialogue social avec les gouvernements et les municipalités pour mettre au point des projets, des accords, des investissements et des politiques afin d'assurer une transition rapide et juste vers un monde zéro carbone et zéro pauvreté.



**JUST  
TRANSITION  
CENTRE**

[www.justtransitioncentre.org](http://www.justtransitioncentre.org)

## Emplois et investissement: des opportunités dans tous les secteurs

Jusqu'à 90.000 milliards USD d'investissement seront nécessaires dans les infrastructures d'ici à 2030 pour établir les bases d'un futur zéro carbone. De plus, les exigences relatives aux infrastructures dans les domaines des transports, de l'énergie, de l'eau et des bâtiments se traduiront par des créations d'emplois. Nous devons veiller à ce qu'il s'agisse d'emplois décents qui contribueront à la mise en place d'un système économique plus juste aussi.

Une étude réalisée par le Millennium Institute en 2010 pour la CSI révèle qu'un investissement de 2 % du PIB de seulement 12 pays, chaque année pendant cinq ans, dans les secteurs essentiels de l'économie, pourrait générer environ 48 millions d'emplois verts<sup>6</sup>.

L'OIT indique que la plupart des études font apparaître un effet positif net sur l'emploi suite à l'application de politiques destinées à faciliter la transition climatique, avec des gains nets potentiels allant jusqu'à 60 millions d'emplois.

Les politiques de résilience et d'adaptation au climat offrent également la possibilité de créer des emplois dans le secteur public, en particulier au niveau municipal, dont les capacités doivent être renforcées pour relever les défis du changement climatique.

### CHIFFRES – Coût du climat

Une étude réalisée en 2017 par l'Agence internationale des énergies renouvelables dévoile que les investissements dans l'efficacité des énergies renouvelables augmenteraient le produit intérieur brut mondial de presque 1 % d'ici à 2050 – soit une hausse de 19.000 milliards USD, sans tenir compte des millions de nouveaux emplois qui seraient créés<sup>8</sup>.

### CHIFFRES – Coût du climat

Aux États-Unis, en 2016, le secteur de l'efficacité énergétique dans les domaines de la construction et de l'électroménager employait directement près de 2,2 millions de travailleurs. Selon les prévisions, les taux de croissance de ce secteur devraient s'élever de 9 à 11 % en 2017<sup>9</sup>.

## CHIFFRES – Coût du climat

À l'échelle mondiale, **9,8 million** de personnes sont employées dans le secteur des énergies renouvelables, dont plus de la moitié (62 %) vivent en Asie<sup>7</sup>.

### Jobs in Renewable Energy





## L'énergie renouvelable est vitale

Une énergie sûre et renouvelable constitue l'élément essentiel de la transformation de nos industries et de nos collectivités. Les estimations varient, mais les études montrent qu'au moins 80 % des réserves actuelles de combustibles fossiles devront rester dans le sous-sol pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Les opposants aux sources d'énergie alternatives évoquent leur coût relatif (bien qu'il diminue rapidement) mais ne tiennent pas compte des coûts liés à la santé et à la pollution dans le contexte de notre dépendance actuelle vis-à-vis des énergies fossiles – sans même mentionner les importantes subventions dont bénéficient les entreprises qui exploitent les combustibles fossiles.

### CHIFFRES – Coût du climat

Le Canada pourrait créer plus de **3,9 millions** d'emplois directs dans le secteur de la construction d'ici à 2050, et **19,8 millions** d'emplois en comptant les emplois induits et indirects et les emplois créés dans les chaînes d'approvisionnement<sup>10</sup>.

### CHIFFRES – Coût du climat

Dans l'Union européenne, **2,4 millions** d'emplois sont des « emplois verts » dans le secteur de l'efficacité énergétique et les chaînes d'approvisionnement<sup>11</sup>.

## Étude de cas

# Les emplois de demain

Une nouvelle étude révèle que dans un scénario idéal dans lequel le Canada réalise son objectif d'émission nette zéro d'ici à 2050, il serait possible de créer pratiquement quatre millions d'emplois dans les métiers de la construction du pays.

Cette étude, intitulée *Jobs for Tomorrow - Canada's Building Trades and Net Zero Emissions* (Les emplois de demain : Les métiers de la construction du Canada et les émissions nettes zéro), analyse ce qui se produirait si le pays respectait ses obligations au titre de l'Accord de Paris.

Ces métiers de la construction généreraient, à leur tour, 20 millions d'emplois.

Bob Blakely, chef des opérations canadiennes des Syndicats des métiers de la construction du Canada, qui ont commandé le rapport<sup>12</sup>, déclare que le rôle des membres dans le passage à une économie à faibles émissions de carbone « ne signifie pas et n'entraîne pas l'arrêt soudain de l'utilisation des énergies fossiles, mais se traduit bien par un changement du mode d'utilisation des énergies fossiles et de leurs quantités ».

Parmi les autres observations:

- **Bâtiments écologiques et amélioration de bâtiments net zéro:** Compte tenu des chiffres actuels de l'emploi dans le secteur de la construction écologique, et des normes écoénergétiques, le secteur du bâtiment écologique, pendant la transition vers une économie net zéro de 2050, engendrera 1.997.640 emplois directs dans la construction non résidentielle.
- **Installations d'énergie par quartier :** La construction de petits systèmes d'énergie de quartier dans la moitié des municipalités canadiennes de plus de 100.000 habitants créerait plus de 547.000 emplois dans le secteur de la construction d'ici à 2050.



- **Énergies renouvelables:** La transition de production électrique principalement hydro-électrique (40 %), éolienne, solaire, géothermique, marémotrice (ensemble 43 %) et nucléaire déjà en place (5 %) engendrerait 1.177.055 emplois directs dans le secteur de la construction d'ici à 2050.
- **Transports :** La réalisation de projets totalisant 150 milliards USD d'infrastructures de transport urbain – transports collectifs rapides, voies ferrées, ponts, tunnels de métro, voies réservées aux autobus, etc. – d'ici à 2050 créerait environ 245.000 emplois directs dans le secteur de la construction.



L'accès universel et la démocratisation de l'énergie sont nécessaires pour mettre en place une action ambitieuse en matière de climat. L'énergie, au même titre que d'autres biens communs appartenant à l'humanité (comme l'air et l'eau), doit être assurée pour tous. La rigueur de la surveillance et de l'administration publiques est une question qui relève du débat public. Il faut restructurer les compagnies énergétiques pour permettre la participation démocratique des personnes qui subissent leurs décisions, notamment les travailleurs.

Nous avons besoin de nouveaux modèles d'énergies renouvelables pour gérer des systèmes décentralisés de production et de distribution d'énergie. Il en existe déjà. Les coopératives établies pour répondre aux besoins énergétiques de la population sont de plus en plus souvent considérées comme une option viable et elles sont souvent soutenues par les municipalités. Il faut mettre au point des projets de transition énergétique pour servir l'intérêt public, atteindre les objectifs scientifiques de réductions des émissions de gaz à effet de serre, diminuer la pauvreté énergétique et faciliter la coopération transfrontalière dans le domaine de la recherche et du développement. Ces projets doivent faire participer les populations locales aux prises de décisions tout en veillant à ce que la transformation énergétique soit équitable et durable, conformément aux principes de la transition juste et de la démocratie participative.

La transition vers une société durable zéro carbone doit donner les moyens de se détourner fermement des méthodes d'extraction des combustibles fossiles écologiquement et socialement néfastes (comme dans le cas de la fragmentation hydraulique du gaz de schiste et de l'exploitation de l'huile de goudron) pour se diriger vers des énergies renouvelables sous contrôle public et démocratique. Il s'agit en outre d'accorder la priorité à l'intérêt commun, contre les profits des grandes entreprises de combustibles fossiles qui continuent de promouvoir l'usage de quantités toujours plus importantes de charbon, de pétrole et de gaz.

L'éducation est indispensable à la sensibilisation à l'urgence climatique. L'éducation au service du développement durable doit être prioritaire dans les projets destinés à lutter contre le changement climatique.

## CHIFFRES – Coût du climat

**Au cours de ces deux dernières années, les emplois dans les énergies renouvelables solaire et éolienne ont augmenté de 3,3 %<sup>14</sup>.**

## CHIFFRES – Coût du climat

**L'investissement dans l'efficacité énergétique a augmenté de 9 % en 2016. Pour la première fois, l'investissement dans le secteur de l'électricité est plus important que l'investissement dans le pétrole et le gaz<sup>15</sup>.**

## Étude de cas

# Transition juste en Écosse

Les syndicats écossais *Scottish Trade Union Congress*, *Communication Workers Union Scotland*, *Public and Commercial Services Union Scotland*, *Unite Scotland*, *Unison Scotland*, *University and College Union Scotland*, et *WWF Scotland* ont mis au point une Déclaration commune appelant à une transition juste en Écosse. Cette déclaration fait part des préoccupations des syndicats face aux projets visant à remédier au changement climatique, jugés trop lents et pas assez ambitieux. En outre, la déclaration exhorte le gouvernement écossais à prendre des mesures audacieuses, en particulier à l'égard du Plan sur le climat, de la nouvelle Stratégie énergétique et du nouveau Projet de loi sur le climat.



## CHIFFRES – Coût du climat<sup>13</sup>

Lors d'un appel d'offres énergétique, le promoteur espagnol Solarpack Corp. Tecnológica a remporté des contrats de vente d'électricité pour sa centrale photovoltaïque de 120 mégawatts à 29,10 USD le mégawattheure. Il s'agit du plus bas pris jamais enregistré pour de l'énergie solaire, dépassant une offre à Dubaï en mai dernier. C'est aussi le prix le plus bas à ce jour pour de l'énergie renouvelable, presque la moitié de l'énergie issue du charbon vendue lors de ces mêmes enchères. D'après le directeur général de Solarpack, Iñigo Malo de Molina, c'est en fait le niveau le plus bas jamais enregistré pour de l'énergie quelle qu'elle soit, partout dans monde. Bloomberg. Septembre 2016.

## Personne ne doit être exclu: Avec ou sans justice

En dépit des opportunités en matière d'emplois, il y aura de considérables défis à relever pour de nombreux travailleurs et leurs communautés. La CSI est déterminée à agir pour que personne ne soit exclu et que la révolution énergétique soit soutenue par des mesures en faveur d'une transition juste.

Outre la transformation industrielle durable, nous devons veiller à ce que les coûts énergétiques pour les particuliers et les entreprises restent abordables. Les coûts doivent être répartis équitablement, en tenant compte des pressions qui s'exercent sur les foyers vulnérables et à faibles revenus, des industries énergivores et des collectivités qui ressentiront le plus vivement le changement dû à la transition.

**73 % des personnes interrogées veulent que les gouvernements agissent davantage pour limiter la pollution à l'origine du changement climatique. Sondage d'opinion mondial de la CSI.**

Les syndicats veulent une vision claire des futures options industrielles et énergétiques et de leur impact sur les travailleurs. Dans les secteurs où les pertes d'emplois sont inévitables, les syndicats et les employeurs doivent mettre au point des stratégies de transition contraignantes qui offrent de nouvelles possibilités aux employés et qui définissent activement le changement structurel.

Tandis que les entreprises procèdent aux modifications nécessaires pour être compétitives dans une économie écologiquement durable, nous devons comprendre l'inquiétude des personnes qui craignent de perdre leur emploi. Ces travailleurs constituent l'épine dorsale de nombreuses collectivités et doivent être assurés d'avoir un avenir. Il faut leur garantir une réorientation, la possibilité d'améliorer leurs compétences et d'apporter leur contribution aux nouveaux emplois ou aux emplois de transition, et des pensions sur lesquelles ils peuvent compter.

Une conversion économique et sociale de cette ampleur nécessitera de solides politiques en matière de recherche, d'innovation et de formation, pour permettre aux marchés du travail de s'adapter. La formation professionnelle et les politiques de transition ne doivent pas être mises en place seulement dans quelques pays riches, et il conviendra de prendre des décisions en coordination avec les travailleurs et les représentants syndicaux. Les syndicats demandent que des soutiens financiers soient accordés aux pays en développement afin de les aider eux aussi à mettre en œuvre des mesures de transition juste.



## Transition juste pour tous les travailleurs, dans tous les secteurs

La transformation des secteurs et des industries doit s'accompagner de mesures de transition juste, comme le prévoit l'Accord de Paris. Les collectivités et les travailleurs dépendants du carbone ne doivent pas être obligés de prendre en charge les coûts générés par le changement, et il faut élaborer des projets pour faciliter la transformation industrielle dans tous les secteurs.

Pour les syndicats, la difficulté est de participer au dialogue qui décide des investissements (publics et privés), prépare les industries à une meilleure durabilité, et garantit le travail décent. Le dialogue social, la consultation et la négociation collective donnent aux travailleurs le droit de prendre part aux décisions sur leur avenir.

Dans les pays en développement en particulier, les travailleurs et leurs communautés sont au premier plan du changement climatique. Ils doivent voir des projets concrets pour un futur qui leur offre la sécurité et leur ouvre des perspectives.

La transformation ne consiste pas seulement à faire cesser graduellement l'activité des secteurs polluants. Il s'agit aussi de créer de nouvelles industries propres, de nouveaux métiers et de nouveaux investissements, et de donner la chance d'accéder à une économie plus égalitaire et plus juste. Il faut également redynamiser et développer l'activité locale afin que, par exemple, la fermeture d'une mine apporte de nouveaux investissements, de nouveaux emplois et de nouvelles infrastructures, au lieu de laisser les travailleurs et leur famille désemparés et sans emploi.

Le Centre pour une transition juste, créé par la CSI et ses partenaires, jouera un rôle fondamental dans cette transformation.

### Table ronde sur la transition juste Oslo, Norvège

Le Centre pour une transition juste travaille en collaboration avec LO Norvège, la Confédération norvégienne des entreprises, la mairie d'Oslo et l'autorité de transport public Ruter, pour organiser une table ronde début 2018, dans le but d'assurer que les travailleurs et les emplois figureront dans le programme portant sur l'interdiction des véhicules dans le centre-ville d'Oslo à partir de 2019 – une des mesures prises par la municipalité pour réduire de moitié les émissions de carbone d'ici à 2020.



### Table ronde sur la transition juste Vancouver, Canada

Le Centre pour une transition juste travaille en collaboration avec les syndicats, les autorités municipales et d'autres parties prenantes locales pour organiser une table ronde sur la transition juste début 2018, au sujet des transports et du secteur de la construction dans la ville de Vancouver et dans les Basses-terres continentales.



# Priorités avant 2020<sup>16</sup>

Six secteurs prioritaires ont été identifiés, dont les objectifs doivent être atteints avant 2020 pour que les émissions mondiales de gaz à effet de serre empruntent une trajectoire descendante, dans l'intérêt de tous.

## Énergie

Dans le secteur de l'énergie, pour tenir l'engagement à l'égard de la date charnière de 2020, les énergies renouvelables devront représenter au moins 30 % de l'approvisionnement en électricité au niveau mondial, alors qu'il s'élevait à 23,7 % en 2015. Cet objectif implique qu'aucune nouvelle centrale à charbon ne soit construite et que toutes les centrales à charbon existantes entrent dans un processus de cessation d'activité.

## Infrastructures

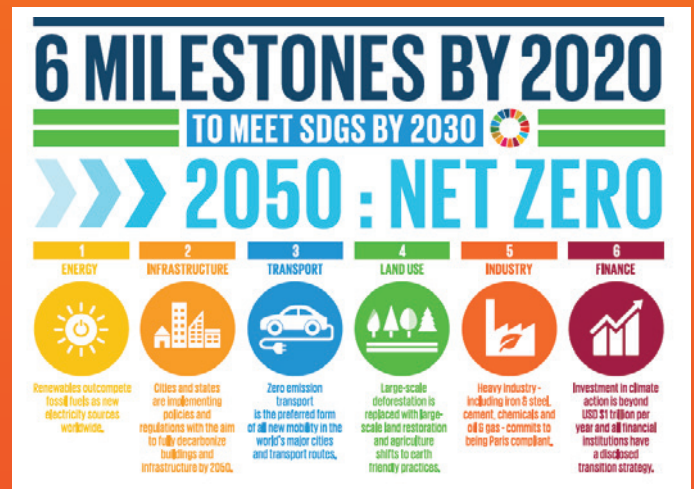
En ce qui concerne le bâti, les villes et les États devront entreprendre des plans d'action clairs avant 2020 pour décarboner totalement les édifices et les infrastructures d'ici à la moitié du siècle, et financer ces plans d'action dans une proportion de 300 milliards USD annuels. Les villes devraient commencer, au plus tard en 2020, à moderniser et améliorer 3 % de leurs bâtiments existants chaque année pour parvenir à des structures à zéro émissions ou proches de zéro.

## Transport

En ce qui concerne la mobilité, les véhicules électriques devront représenter au moins 15 % des ventes de véhicules neufs à l'échelle mondiale d'ici à 2020, c'est-à-dire une forte augmentation par rapport à la part de marché actuelle de 1 % de véhicules hybrides ou fonctionnant sur batterie. Cet objectif nécessite par ailleurs de multiplier par deux l'utilisation des transports en commun dans les villes, d'augmenter de 20 % l'efficacité énergétique des poids lourds, et de diminuer de 20 % les émissions de gaz à effet de serre dues au transport aérien par kilomètre effectué.

## Occupation des sols

Étant donné que les émissions de gaz à effet de serre provoquées par la déforestation et les changements opérés dans l'utilisation des sols représentent 11 % des émissions mondiales, des politiques d'occupation des sols devront être adoptées pour réduire radicalement la destruction des forêts et commencer à s'orienter vers la reforestation et le boisement. Si les émissions issues de la déforestation peuvent être réduites à zéro pendant la prochaine décennie, le secteur forestier pourra alors devenir un puits de carbone en pleine expansion d'ici à 2030, ce qui permettra d'atteindre un niveau mondial net de zéro émission au cours des deux décennies suivantes. En attendant, des pratiques agricoles durables peuvent contribuer à réduire les émissions de CO<sub>2</sub> et même à accroître le piégeage du CO<sub>2</sub> dans des sols sains et bien entretenus.



## Industrie

Les industries à forte intensité de carbone – telles que le fer et l'acier, le ciment, les produits chimiques, le pétrole et le gaz – émettent plus d'un cinquième du CO<sub>2</sub> du monde, sans compter la consommation d'électricité et de chauffage qu'exigent ces industries. D'ici à 2020, elles devront élaborer et publier leurs projets destinés à améliorer leur efficacité et leur réduction d'émissions de carbone, avec pour objectif de diminuer les émissions de moitié d'ici à 2050.

## Finance

Le secteur financier doit repenser l'utilisation du capital et il devra, avant l'année charnière de 2020, consacrer au moins 1000 milliards USD par an à l'action pour le climat, dont la majeure partie viendra du secteur privé, qui s'emparera enfin des considérables opportunités qu'offre la transition vers une économie à faible intensité de carbone. Pendant ce temps, les gouvernements, les banques privées et les prêteurs mondiaux tels que la Banque mondiale devront émettre davantage d'obligations vertes, qui financent l'atténuation du changement climatique, jusqu'à atteindre un marché de 1000 milliards USD d'ici à 2020, soit plus de dix fois les 80 milliards USD émis en 2016.

## Importance de l'adaptation

Les politiques d'adaptation peuvent développer la résilience tout en protégeant les moyens de subsistance et la qualité de vie des personnes. Les mesures visant à améliorer la protection sociale et les conditions de travail vont réduire la fragilité sociale et les répercussions du changement climatique, et aussi renforcer la résilience et la capacité d'adaptation des travailleurs. Toutefois, les mesures d'adaptation peuvent également avoir des conséquences inattendues, comme par exemple l'aggravation des inégalités et de la vulnérabilité des populations. C'est pourquoi l'adaptation doit être considérée comme un ensemble de mesures planifiées et élaborées collectivement, en tenant compte des capacités et des besoins individuels et sectoriels, et en plaçant la dimension du travail au centre du processus d'adaptation. Il est important de régulariser les emplois dans le secteur des interventions suite aux catastrophes – notamment pour les personnels des premiers secours, des services d'urgence et des services de nettoyage après une catastrophe – pour que les gouvernements assurent

l'investissement dans des emplois décents. La préparation des villes et des régions côtières à la hausse du niveau de la mer, et la construction de barrières marémotrices et de murs de protection contre les crues, demanderont des investissements considérables à l'avenir pour protéger les zones à risque des aléas climatiques aussi bien dans les pays en développement que dans les pays développés<sup>17</sup>.

## Une réponse au changement climatique fondée sur les droits

Les individus soutiennent volontiers des mesures qui améliorent la qualité de vie dans son ensemble et leurs chances de vivre dans la dignité. Il est indispensable d'intégrer les droits aux politiques climatiques pour que les populations locales puissent contribuer à un progrès social plus général. Le respect des droits des peuples autochtones, de l'égalité de genre, des droits des travailleurs et des droits des migrants est fondamental pour élaborer des politiques climatiques efficaces.

### Étude de cas

## Politique d'adaptation: Prévisions saisonnières au Sénégal

Les conséquences considérables du changement climatique vont continuer de se faire ressentir dans l'agriculture, en touchant de manière disproportionnée les pauvres et les groupes marginalisés qui vivent de l'agriculture et disposent d'une plus faible capacité d'adaptation.

L'agriculture dépendant de l'eau de pluie demeure vitale pour la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne, où près de 90 % de la production des aliments de base continuera à provenir d'une agriculture sans système d'irrigation.

Les agriculteurs ont besoin d'une approche ingénieuse vis-à-vis du climat en ce qui concerne la planification, la gestion

et la récupération, pour être moins vulnérables aux risques et aux chocs climatiques.

Les prévisions saisonnières sur le climat, communiquées de manière accessible et utile aux agriculteurs, peuvent leur apporter de précieuses connaissances pour les aider à prendre des décisions sur l'agriculture locale et assurer leurs moyens de subsistance.

Au Sénégal, les connaissances traditionnelles locales et le savoir scientifique se sont associés pour s'informer mutuellement et chercher à réduire le risque climatique pour les agriculteurs<sup>18</sup>.

### Étude de cas

## Politique d'adaptation: Campagne pour la protection sociale, République dominicaine

**Massiel Figuereo, CNUS (Confédération syndicale d'unité nationale), République dominicaine**

« Je dis que dans mon pays le futur c'était hier, parce que nous subissons déjà les effets du réchauffement climatique, avec une sécheresse épouvantable depuis février dernier. Nous en sommes à 20 semaines de plus que la moyenne annuelle habituelle, au point que les ouragans nous manquent ! Il ne reste que 35 jours de réserve d'eau dans les deux principales villes (...) Le seul point positif de cette situation est que cela entraîne une unification des agriculteurs haïtiens et dominicains. La situation est pire en Haïti, car là-bas il n'y a pas de système d'irrigation. Nous avons signé les programmes du gouvernement et

de l'OIT. Mais ce n'est pas suffisant. La remise en cause du système de protection sociale aggrave la situation. Il faut savoir que dans mon pays, 30 % seulement de la population est couverte par la sécurité sociale. Jusqu'à il y a quinze ans toutefois, tous les Dominicains avaient accès gratuitement à l'hôpital mais, depuis la réforme de 2001 il faut être couvert par la sécurité sociale. Cette question est extrêmement importante dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique, car c'est de santé publique qu'il s'agit quand l'eau potable vient à manquer et que les maladies se transmettent plus facilement ».



# Pleins feux sur les transports publics



## Se mobiliser pour l'action en faveur des transports publics

Pour atteindre les objectifs de Paris sur le climat, nous devons nous montrer ambitieux en ce qui concerne le développement des transports publics à travers le monde. Les bienfaits des transports en commun pour l'environnement sont considérables, ainsi que les avantages sociaux et économiques résultant d'un meilleur accès à la mobilité, de la diminution des embouteillages et de la pollution de l'air dans les villes, et de la création de millions de nouveaux emplois décents.

Les interventions sur les transports publics figuraient dans près de 30 Contributions prévues déterminées au niveau national, qui avaient été adressées avant la COP 21 à Paris. Compte tenu de l'absolue nécessité d'éviter une catastrophe climatique, le niveau de détail de ces engagements semble tout à fait inapproprié. Face à l'augmentation de l'urbanisation, il apparaît que les transports publics ne se développent pas assez vite pour répondre aux besoins des villes. Dans les pays en développement, la plupart des services de transports publics ont encore tendance à être informels et, dans certaines villes, les services informels représentent une proportion colossale de 85 % des transports publics. Des millions de personnes, surtout des femmes, ne sont toujours pas en mesure d'accéder de manière satisfaisante aux services et aux besoins nécessaires à une qualité de vie décente.

## S'organiser et militer pour des millions de nouveaux emplois décents

Les investissements dans les transports publics de haute qualité dans le but de réduire les émissions de carbone vont également permettre de créer des millions d'emplois. Un rapport sur les « emplois climatiques » à l'échelle mondiale conclut que la plupart de ces emplois vont contribuer à développer et à améliorer les réseaux de transports publics dans les pays à revenu faible et intermédiaire<sup>19</sup>. Or, ces pays ne seront pas les seuls à tirer des bénéfices de ces emplois. Une étude réalisée par le réseau Transportation Equity Network révèle que si 20 zones métropolitaines américaines allouaient 50 % de leurs fonds pour les autoroutes aux transports en commun, cela permettrait de créer 123.674 nouveaux emplois dans les transports sur une période cinq ans. À

New York, ce transfert créerait 155.824 nouveaux emplois dans les transports. En outre, les emplois générés grâce aux investissements dans les transports en commun ont environ 40 % de chances de plus d'être syndiqués<sup>20</sup>.

L'investissement dans les infrastructures et les services des transports publics contribue également à créer des emplois dans la chaîne d'approvisionnement. D'après l'Union internationale des transports publics (UITP), en Europe, chaque emploi direct dans les transports publics crée quatre emplois dans d'autres secteurs de l'économie<sup>21</sup>.

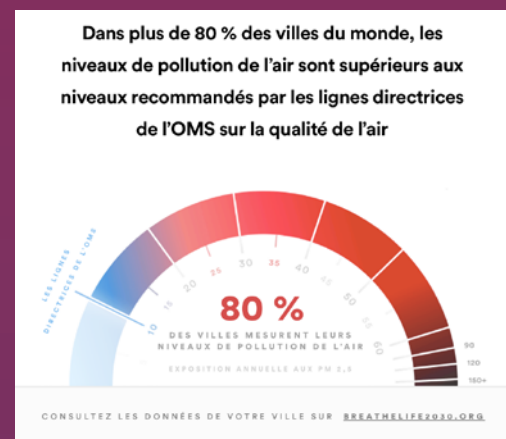
Le développement des transports publics offre l'opportunité vitale de promouvoir l'équité entre hommes et femmes en créant des emplois décents qui attirent les femmes et leur donne envie de rester à leur poste, et en luttant contre la ségrégation professionnelle dans ce secteur, qui pourrait être aggravée par l'automatisation.

En outre, les syndicats prendront les mesures nécessaires pour veiller à ce que la Recommandation n°204 de l'OIT concernant la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle soit mise en œuvre.

## Engagements pris dans le secteur des transports<sup>22</sup>

L'ITF et la CSI vont se mobiliser et créer des alliances pour une transition juste reposant sur les éléments suivants:

- Engagements ambitieux de la part des gouvernements nationaux dans le domaine des transports publics;
- Appartenance au secteur public, afin de garantir que les effets positifs des nouveaux projets soient partagés de manière égale;
- Participation démocratique des syndicats et des associations locales aux prises de décisions sur les politiques de transports publics;
- Intégration des travailleurs informels des transports, avec un accès garanti au financement, au perfectionnement des compétences, à un revenu décent et à la sécurité sociale.



# 3. Renforcer la gouvernance climatique

Les réglementations, les calendriers, les objectifs partagés et les règles communes sont autant d'éléments indispensables pour veiller à ce qu'il n'y ait pas de profiteurs dans l'action sur le climat et à ce que les personnes les plus vulnérables soient protégées.

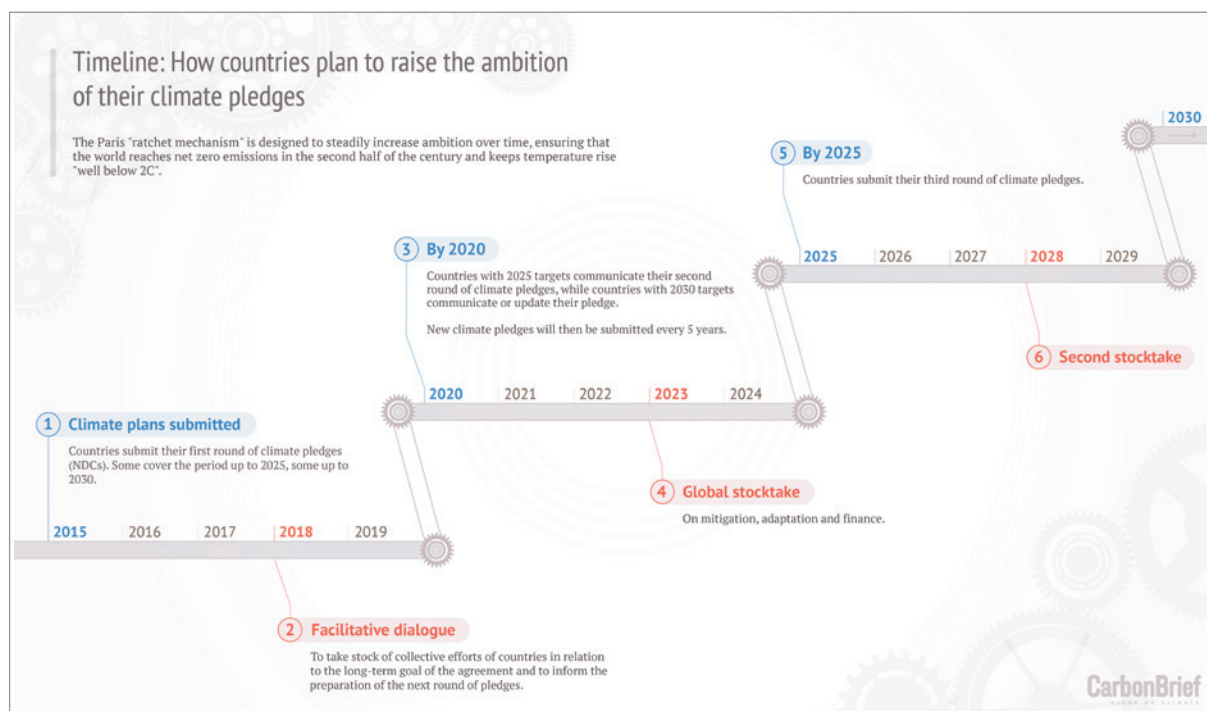
Au cours de la période qui a précédé l'Accord de Paris, les syndicats se sont mobilisés pour obtenir un accord qui nous donnerait une chance de parvenir à un monde juste, ce qui nécessitait:

- que les gouvernements soient plus ambitieux quant aux objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre avant et après l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris;
- que les pays développés définissent clairement la réalisation de leurs engagements financiers sur le climat ;
- qu'un accord contraignant des Nations Unies reconnaisse pour la première fois la nécessité de protéger les travailleurs et les populations locales pendant la période de transition la plus importante de notre histoire issue de la politique, en s'engageant à mettre en place des stratégies de transition juste.

L'Accord de Paris fut un succès diplomatique, mais l'objectif qu'il a fixé à l'intention de la communauté internationale n'est pas assorti de cibles précises ni des moyens permettant de le rendre réalisable bientôt. Un travail important est nécessaire aux niveaux national et international pour combler les lacunes.

Nous devons nous assurer:

- que les contributions nationales soient très complètes et qu'elles englobent les aspects liés à l'emploi et à une transition juste ;
- que les cycles d'examen sur cinq ans convenus à Paris soient bien conçus et qu'ils permettent de mesurer les contributions nationales par rapport aux responsabilités et aux capacités de chaque pays, avec la participation de la société civile ;
- qu'il y ait des normes claires pour évaluer les progrès et veiller à ce que les promesses soient tenues ;
- que les engagements financiers relatifs au climat soient respectés, notamment la mobilisation de 100 milliards USD de la part des gouvernements des pays développés d'ici à 2020. Cette somme devrait servir à atteindre à de nouveaux accords plus ambitieux, ce qui est indispensable pour aider les pays en développement à réaliser leurs objectifs de développement ;
- que des fonds soient alloués au financement des mesures de transition juste aux niveaux national, sectoriel et régional;
- que le transfert de technologies et de connaissances devienne une réalité. Il est nécessaire de soutenir la recherche et l'innovation dans les pays en développement, notamment par une hausse considérable des budgets consacrés à la recherche et au développement, pour garantir la propriété et la validité des innovations, et pour éviter de nouvelles formes de dépendance.



# 4. Honorer l'engagement en faveur de la transition juste

## CCNUCC et l'Accord de Paris :

L'engagement des gouvernements pour garantir une transition juste aux travailleurs figure dans le préambule de l'Accord de Paris, ainsi que d'autres références à la nécessité de protéger les droits humains et de parvenir à l'égalité de genre. Les syndicats pensent que les politiques de transition juste destinées à protéger les travailleurs et les communautés doivent être considérées comme un élément permanent des programmes des gouvernements et que leur avancée doit faire l'objet de comptes rendus réguliers.

Les mesures suivantes permettent d'assurer que la dynamique pour une transition juste génère une action politique :

- **Intégrer des engagements en faveur de la transition juste aux Contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN) :** Les gouvernements pourraient alors expliquer comment ils évaluent l'incidence de leurs décisions sur l'emploi et, plus important encore, quelles mesures ils comptent prendre pour soutenir les travailleurs. (Certains pays, tels que l'Afrique du Sud, ont déjà intégré ce point à leur première CPDN).
- **Faire de la transition juste pour les travailleurs un thème permanent du Forum sur les mesures de réaction prévues dans l'Accord de Paris:** Un autre travail continu concerne les mesures de réaction prévues dans l'Accord de Paris, qui pourrait s'appuyer sur le travail précédemment réalisé par les organes subsidiaires – qui a considéré la transition juste, pendant deux ans, comme un élément essentiel du Forum sur les mesures de réaction. Un espace dédié et technique, dans lequel la bonne pratique ou les situations difficiles pourraient être présentées et discutées, contribuerait à mieux informer les négociateurs du climat sur ces questions et observer le progrès réalisé sur le terrain. La création d'un groupe d'experts ad hoc a été décidée en 2016, mais après la première réunion rien ne semble indiquer que ce travail continuera. Il est important de veiller à ce que le soutien et les appels exprimés lors du Forum en faveur d'un travail technique plus approfondi et d'échanges sur les expériences apparaissent dans le programme de travail.
- **Lancer une « initiative de Katowice pour une transition juste » dans le cadre de la COP, qui offre un espace politique de haut niveau pour respecter l'engagement à l'égard de la transition juste :** La COP 24 (2018) sera organisée à Katowice, la principale ville de la région des mines de charbon de Pologne, et nous avons besoin d'un message d'empathie et d'une forte volonté d'agir pour aider les communautés qui risquent d'être durement touchées par la transition vers une économie

zéro carbone. La CCNUCC devrait étudier la possibilité d'organiser une réunion de haut niveau entre les ministres de l'Environnement et du Travail afin de lancer « *l'initiative de Katowice pour une transition juste* » dans le cadre de la COP, qui pourrait offrir un espace politique permettant d'honorer l'engagement de protéger ces communautés, de regrouper les expériences des différentes parties pour aider les travailleurs pendant le processus de transition, et d'encourager les bailleurs de fonds à soutenir les projets destinés à créer des emplois durables.

- **Garantir les engagements de financement des projets de transition juste dans le cadre du Fonds vert pour le climat:** Des avancées pourraient également être réalisées en termes de gouvernance climatique dans le cadre du Fonds vert pour le climat, qui devrait financer les projets visant à soutenir les communautés et les travailleurs dans leurs activités de diversification. L'idée d'un « *Fonds de transition juste* », que les syndicats et les alliés de la société civile promeuvent en Europe, doit également être encouragée pour les projets mis en place dans les pays en développement.
- **Prise en compte de la transition juste dans le Dialogue de facilitation de 2018:** À Paris, les gouvernements ont décidé qu'ils feraient un premier bilan de leurs activités en 2018, et qu'ils utiliseraient cette évaluation pour définir des Contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN) plus ambitieuses d'ici à 2020. Le Dialogue de facilitation de 2018 sera suivi d'un bilan mondial tous les cinq ans, à partir de 2023. Ce processus est important pour permettre aux syndicats de demander à leur gouvernement d'adopter des aspects de transition juste dans leurs CPDN.

## Organisation internationale du travail (OIT):

L'OIT devrait jouer un rôle plus ambitieux pour soutenir la transition vers un monde zéro carbone. Jusqu'à présent, son travail a essentiellement consisté à aider les gouvernements à créer des emplois verts. Or, l'OIT devrait adopter une approche plus tournée vers l'avenir pour élaborer sa propre norme internationale du travail afin de mettre en place la transition juste et soutenir les gouvernements, les employeurs et les syndicats confrontés aux difficultés de la transition. L'OIT devrait également tester l'impact de ses propres recommandations économiques et sociales sur l'environnement, car elles ont tendance à légitimer les investissements dans les infrastructures non durables.

## Étude de cas

# Projet Repower Port Augusta

La fermeture de deux centrales thermiques à charbon a mis en danger des centaines d'emplois et la ressource économique principale de Port Augusta, une localité isolée de 14.000 habitants située en Australie-Méridionale.

Pendant cinq ans, les ouvriers de la centrale et leur syndicat ont travaillé sur un projet de centrale thermique solaire, qu'ils ont présenté aux autorités de l'État et au gouvernement fédéral, ainsi qu'aux géants mondiaux de l'énergie français et américains. Leur demande était simple : une transition juste pour leur localité éloignée et un futur zéro carbone pour les citoyens partout ailleurs. Une étude de faisabilité et trois entreprises intéressées par l'installation d'une alternative renouvelable ont suscité un certain optimisme.

Finalement, après plusieurs faux départs, le gouvernement de l'État a annoncé en août 2017 que les travaux de la centrale commenceraient l'année suivante et s'élèveraient à 650 millions AUD. La phase de construction permettrait de créer 650 emplois, en comptant 50 postes existants à Port Augusta qui nécessitaient les mêmes compétences que celles qui étaient requises dans la précédente centrale fermée en mai 2016.

« La construction d'une centrale thermique solaire avec stockage à Port Augusta va permettre de créer de nouveaux emplois, de fournir de l'énergie solaire à la demande, de réduire les émissions de carbone et de faire baisser les factures d'électricité », a déclaré Gary Rowbottom, employé à l'ancienne centrale à charbon et président du projet Repower Port Augusta.

Concrètement :

- Électricité solaire 24 heures sur 24: L'énergie thermique

solaire est produite à partir d'un champ de miroirs qui transmettent la lumière du soleil au sommet d'une tour, ce qui fait chauffer les sels fondus qui sont stockés et utilisés pour faire fonctionner une turbine à vapeur, laquelle fournit de l'énergie solaire en fonction des besoins, jour et nuit.

- Action en faveur du changement climatique: Construire une centrale thermique solaire à Port Augusta va rendre l'Australie-Méridionale moins dépendante des génératrices à gaz polluantes. Ce projet réduira la pollution autant que s'il y avait 20.000 voitures de moins sur les routes d'Australie-Méridionale.
- Une énergie moins coûteuse pour l'Australie-Méridionale: La construction d'une centrale thermique solaire à Port Augusta diminuera la dépendance de l'Australie-Méridionale vis-à-vis du gaz, et c'est précisément le gaz qui est responsable des prix exorbitants de l'électricité dans cet État. L'énergie solaire va stimuler la concurrence sur le marché de l'électricité et contribuer à faire progressivement baisser les prix de l'électricité en Australie-Méridionale, réduisant les factures de 90 millions USD<sup>23</sup> dans cet État.



- **Norme de l'OIT sur la transition juste:** L'Accord de Paris sert de modèle à l'action pour le climat, mais il n'existe pas d'équivalent qui donne aux gouvernements des recommandations contraignantes pour passer à une économie zéro carbone de manière socialement juste. De la même façon que l'OIT a élaboré des normes sur d'autres problèmes relatifs au lieu de travail (travail des enfants, santé et sécurité, transition de l'économie informelle à l'économie formelle, etc.), l'OIT et ses acteurs syndicaux tripartites ont la légitimité et la capacité de mettre au point une norme sur la transition juste. Après deux tentatives en 2013 et en 2016, la prochaine possibilité de négocier une norme sera en 2021. Il ne faudra pas manquer cette occasion.
- **Mise en œuvre des directives pour une transition juste:** En 2013, la Conférence internationale du travail a officiellement discuté pour la première fois de la nécessité de définir le concept de transition juste. Une négociation a suivi en 2015, amenant à l'adoption des directives de l'OIT pour une transition juste<sup>24</sup>. Ces directives doivent désor-

mais être mises en œuvre, et il convient d'organiser une phase de pilotage dans un nombre suffisant de pays pour déterminer si l'outil est assez complet et guider le processus d'élaboration de la norme, comme décrit plus haut.

- **La stratégie « verte » et les Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde en 2018:** À l'occasion de son centenaire, en 2019, l'OIT lancera diverses initiatives afin de préparer son travail pour le siècle prochain. L'une d'entre elles, dénommée « Vert », concerne son intention d'intégrer davantage de questions sur l'environnement. Il s'agit par exemple d'ajouter à son rapport annuel (Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde) une évaluation de l'impact du changement climatique, et d'autres problèmes environnementaux, sur l'emploi. La publication de ce rapport, en 2018, devrait influencer le Dialogue de facilitation de la CCNUCC et encourager davantage la prise en compte des aspects relatifs à l'emploi et à la transition juste dans les CPDN.



## Le G20 et l'OCDE

Alors que les politiques climatiques arrivent à la phase de mise en œuvre et que l'Argentine, qui présidera le G20 en 2018, accorde une attention particulière à l'emploi, le G20 pourrait jouer un rôle plus actif pour coordonner les réactions politiques au changement climatique.

En 2017, l'OCDE a présenté des recommandations visant à intégrer le concept de transition juste au travail futur du G20<sup>25</sup>, notamment dans les pays qui partagent une expérience politique en matière de planification de la diversification économique. Ces recommandations proposent des mesures à prendre pour progresser.

## Objectifs de développement durable et Agenda 2030

La transition juste se situe entre l'ODD 8 sur le travail décent pour tous et l'ODD 13 sur l'action pour le climat. Même si la transition juste ne figure pas dans les indicateurs négociés pour ces deux objectifs, les syndicats doivent continuer de privilégier les relations existant entre ces objectifs.

Les ODD nous permettent par ailleurs de mesurer les progrès de la prospérité dans les pays qui ont exprimé des ambitions élevées sur le climat et pourraient avoir besoin de soutien pour d'autres aspects sociaux.



**COP23 | FIJI**  
UN CLIMATE CHANGE CONFERENCE  
**BONN 2017**

## Où trouver les syndicats à la COP 23

### Dans les salles de conférence de la CCNUCC :

- Réunion des syndicats tous les jours de 9h00 à 10h00

(vérifier « TUNGO » sur les écrans)

### - Stand de la CSI

### - Bureau des ONG syndicales « TUNGO »

(dans l'espace des « bureaux des membres »)

## Notes

1. [https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/shareholder\\_resolution\\_principles.pdf](https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/shareholder_resolution_principles.pdf)
2. <http://www.sustainlabour.org/documentos/Resolution.Assembly.EN.pdf>
3. [https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/ituc\\_constitution\\_fr.pdf](https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/ituc_constitution_fr.pdf)
4. [https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/CONGRESS\\_Decisions\\_FR.pdf](https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/CONGRESS_Decisions_FR.pdf) Page 71
5. <http://www.sustainlabour.org/documentos/Trade%20Union%20Resolution%20on%20Labour%20and%20Environment.pdf>
6. <https://www.ituc-csi.org/croissance-de-l-emploi-vert-et>
7. <http://www.irena.org/menu/index.aspx?mnu=Subcat&PriMenuID=36&CatID=141&SubcatID=3852>
8. <http://www.irena.org/menu/index.aspx?mnu=Subcat&PriMenuID=36&CatID=141&SubcatID=3852>
9. <http://www.eesi.org/papers/view/fact-sheet-jobs-in-renewable-energy-and-energy-efficiency-2017>
10. <http://www.civicgovernance.ca/wordpress/wp-content/uploads/2017/08/Columbia-Jobs-for-Tomorrow-web-revised-August-14-2017-final.pdf>
11. [https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/documents/CE\\_EE\\_Jobs\\_main%2018Nov2015.pdf](https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/documents/CE_EE_Jobs_main%2018Nov2015.pdf)
12. [http://www.civicgovernance.ca/wordpress/wp-content/uploads/2017/08/Columbia-Jobs-for-Tomorrow-French-version\\_FINAL.compressed.pdf](http://www.civicgovernance.ca/wordpress/wp-content/uploads/2017/08/Columbia-Jobs-for-Tomorrow-French-version_FINAL.compressed.pdf)
13. [https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/ituc\\_frontlines\\_briefing\\_cop22\\_fr.pdf](https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/ituc_frontlines_briefing_cop22_fr.pdf)
14. [http://www.ren21.net/gsr-2017/chapters/chapter\\_01/chapter\\_01/#sidebar-1-jobs-in-renewable-energy](http://www.ren21.net/gsr-2017/chapters/chapter_01/chapter_01/#sidebar-1-jobs-in-renewable-energy)
15. <https://www.iea.org/publications/wei2017/>
16. <https://www.nature.com/news/three-years-to-safeguard-our-climate-1.22201>
17. <http://www.reuters.com/article/us-climate-newyork-plan/new-york-lays-out-20-billion-plan-to-adapt-to-climate-change-idUSBRE95A10120130612>
18. <https://www.mrfcj.org/wp-content/uploads/2015/09/2013-04-16-Senegal.pdf>
19. Emplois climatiques au niveau mondial, Campagne mondiale pour les emplois climatiques, septembre 2015. <https://globalclimatejobs.files.wordpress.com/2015/12/french-go-up-dec-4.pdf>
20. Reversing inequality, combating climate change: A climate jobs programme for New York State (Inverser l'inégalité, combattre le changement climatique : Un programme sur les emplois climatiques pour l'État de New York), juin 2017, Worker Institute, université de Cornell.
21. Public transport: The smart green solution (Transport public : La solution verte intelligente), UITP.
22. Pour de plus amples informations sur les syndicats, le changement climatique et les transports publics, veuillez contacter Alana Dave, de la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF) : [Dave\\_Alana@itf.org.uk](mailto:Dave_Alana@itf.org.uk).
23. <https://repowerportaugusta.org>
24. [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_emp/---emp\\_ent/documents/publication/wcms\\_432859.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/documents/publication/wcms_432859.pdf)
25. OCDE, Investing in Climate, Investing in Growth, 2017.





**Éditrice - responsable:**  
**Sharan Burrow**, secrétaire générale

CSI

5 Bd du Roi Albert II, Bte 1, 1210 Bruxelles, Belgique

Tél : +32 2 224 0211 Fax : +32 2 201 5815

Courriel: [press@ituc-csi.org](mailto:press@ituc-csi.org) Web: [www.ituc-csi.org](http://www.ituc-csi.org)